



**DECLARATION DU CNARED-GIRITEKA SUR LA SITUATION ALARMANTE QUI PRÉVAUT AU
BURUNDI**

Le CNARED-GIRITEKA suit au jour le jour les développements de la crise multiforme qui endeuille le Burundi et s'inquiète de constater que depuis quelque temps, cette crise connaît des évolutions très alarmantes.

1. Aujourd'hui, des signes perceptibles indiquent que la communauté internationale, régulièrement saisie de la question burundaise, est presque prête à acter son impuissance, face à l'intransigeance du régime tyrannique de Nkurunziza. Quelques faits parmi d'autres témoignent de cette impuissance apparente.

a) Depuis l'ouverture des négociations inter burundaises d'Entebbe en décembre dernier et malgré l'urgence que revêt la situation actuelle, la médiation ougandaise n'a pris aucune initiative connue pour relancer ces négociations, reconnues cependant comme l'unique voie pour rétablir la paix et la démocratie au Burundi.

b) La prometteuse décision du CPS de l'Union Africaine de dépêcher la MEPROBA dans notre pays n'a pas été endossée par le dernier sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation. Ils ont préféré mettre sur pied une délégation de très haut niveau, sensée convaincre Nkurunziza à accepter l'envoi au Burundi de la MAPROBU et un engagement pour des négociations inclusives. Les récentes déclarations des plus hautes autorités nationales sur ce sujet n'augurent rien de bon. Pendant ce temps, le CNARED-GIRITEKA est en attente urgente d'une initiative crédible qui aille dans le bon sens, tellement est grand notre espoir de mettre fin rapidement au calvaire insupportable, imposé au peuple burundais.

c) Enfin, les pays démocratiques qui avaient forcé notre admiration et notre reconnaissance, avaient pu imposer les premières sanctions au régime dictatorial de Bujumbura. Depuis lors, ils donnent l'impression qu'il n'y a plus rien d'autre à faire, alors qu'il existe une réelle marge de manœuvre dans la panoplie des sanctions additionnelles à prendre.

2. Une autre évolution, à tous égards négative, consiste à passer sous silence ou à minimiser la cause interne de la crise burundaise actuelle, pour mettre plutôt en évidence son origine externe. C'est ainsi que la violation de l'Accord d'Arusha et de la constitution, cause première du drame burundais, est devenue inaudible, tandis que les chancelleries et les médias évoquent sans désespérer les relations exécrables entre le Burundi et son voisin du nord. Insinuer que le problème majeur du Burundi viendrait surtout de l'hostilité du Rwanda, qui utiliserait les réfugiés pour mener des actions subversives contre lui, revient à accréditer l'idée que Nkurunziza n'est pas le problème no 1 de notre pays. Si cette évolution dangereuse ne cesse sans délai, Nkurunziza passera de statut de bourreau à celui de victime !

Mais au-delà de l'inversion perverse entre la cause d'un phénomène et ses effets, il est insoutenable de culpabiliser les réfugiés qui ont tout perdu, y compris pour certains l'espoir, en les rendant responsables des actions de subversion envers le pays qui a nié tous leurs droits de citoyens, y compris le droit à la vie.

Ces amalgames entretenus par certains, peuvent compliquer singulièrement les relations rwando-burundaises, provoquer une conflagration de dimension régionale, et affecter gravement la vie déjà précaire des réfugiés.

3. Ces deux évolutions signalées renforcent une 3^{ème} déjà en cours depuis quelque temps. En effet, conforté par l'impuissance ou plutôt le désintérêt de la communauté internationale d'une part, l'occultation de la cause 1^{ère} de la crise burundaise pour désigner des boucs émissaires à la place de Nkurunziza d'autre part, le régime illégal et illégitime de Bujumbura se radicalise de plus en plus, et recourt aujourd'hui à des pratiques de plus en plus abjectes. Les indicateurs des personnes arbitrairement arrêtées et emprisonnées, tuées de la manière la plus sauvage et jetées parfois dans de fausses communes, torturées à huis clos ou exilées ne cessent d'atteindre de nouveaux records.

Tel un ogre insatiable, le régime Nkurunziza fait tout pour provoquer à terme un bain de sang. Malgré ses multiples dénégations, ce régime, par son attitude et ses déclarations répétées, semble s'inscrire dans une logique génocidaire. D'aucuns aiment pérorer sur l'impossibilité de commettre un génocide au Burundi. Ils oublient qu'une catastrophe de cette ampleur n'est jamais un fait spontané. Elle est une conséquence ultime d'une longue succession d'aberrations: culpabilisation d'une partie de la population, discours haineux, tueries sélectives, négation de la dignité humaine par des tortures humiliantes etc . Des faits récents semblent indiquer que ce processus mortifère est déjà en route.

- a) Qui ne se souvient pas des propos incendiaires, prononcés par les plus hautes autorités des institutions de facto, dans un style très proche de celui utilisé naguère par les génocidaires rwandais.
- b) Qui n'a pas noté avec inquiétude la volonté de conférer à la crise burundaise une dimension ethnique, alors que de l'avis général, il s'agit d'un conflit essentiellement politique.
- c) Pourquoi l'acharnement contre l'Accord d'Arusha et les FDN qui ont garanti la paix communautaire pendant 10 ans.
- d) Quelle est l'intention inavouée du régime Nkurunziza, lorsqu'il ressasse sans arrêt les malheurs qui ont endeuillé notre pays au cours de son histoire, alors qu'il a eu, au cours de ses deux mandats, l'occasion de traiter les conséquences de ces malheurs, dans le cadre des mécanismes légaux prévus dans l'Accord d'Arusha.
- e) Pourquoi agiter sans cesse l'épouvantail du retour imminent des régimes tutsi pour récupérer ce qu'ils ont perdu par la démocratie, et pérenniser leur domination avec l'appui des puissances étrangères.

On peut multiplier les exemples des dérives qui peuvent conduire au génocide, même si, jusqu'aujourd'hui, le peuple burundais a résisté aux sirènes des divisions ethniques. Mais jusque quand ?

En conséquence de ce qui précède, face aux dangers que représentent l'inertie coupable de la communauté internationale et la radicalisation de la dictature burundaise, le CNARED-GIRITEKA demande avec insistance aux pays membres de l'EAC, de l'U.A, de l'UE, de l'ONU de prendre, chacun en ce qui le concerne, les mesures coercitives ci-après :

1. Demander au régime de Nkurunziza d'ouvrir immédiatement des négociations, sans conditions, à l'extérieur du Burundi, avec toute son opposition politique, sous médiation internationale convenue.
2. Lui demander de cesser immédiatement les violences dans la capitale et les arrestations et intimidations par les milices IMBONERAKURE à travers tout le pays.
3. En cas de refus, imposer au régime de Bujumbura un embargo sur les armes, les munitions, le pétrole et produits dérivés, afin de ramener à la raison le gouvernement qui défie le monde entier. Ces sanctions pourraient être proposées par l'UA et imposées par le Conseil de sécurité des Nations unies. Et si des pays membres de ce Conseil opposent leur veto, l'adhésion des pays de la Communauté Est africaine tels que le Rwanda, la Tanzanie et le Kenya serait déterminante et produirait des effets rapides, comme cela fut le cas après le putsch de 1996.
4. Retirer les contingents des militaires burundais en mission de maintien de la paix, ou, à défaut, faire en sorte que le gouvernement burundais ne tire aucun intérêt financier de ces missions, en payant directement les militaires sans que le gouvernement ne retire aucun pourcentage sur leurs soldes.
5. Mettre les frais de location des armes burundaises engagées dans ces missions sur un compte en attendant le retour de la paix, car ce sont les recettes issues de ces missions qui maintiennent les caisses de l'Etat en perfusion.
6. Prendre une décision sans équivoque en faveur du projet de la Mission Africaine de Protection au Burundi- MAPROBU.
7. Recommander au Parquet de la CPI d'enquêter sur les crimes commis par le régime Nkurunziza et de lancer des mandats d'arrêt, en même temps de procéder au suivi de l'évolution des dossiers déposés au Tribunal Pénal International de La Haye.

Le CNARED-GIRITEKA avertit solennellement qu'il est de la responsabilité de la communauté internationale, et particulièrement du Conseil de sécurité des Nations Unies, de pousser dans ce sens, et que si le pire venait à arriver, personne ne dira qu'il n'avait pas été prévenu.

Fait à Bruxelles le 17 février 2016

Pour Le CNARED-GIRITEKA

Léonard NYANGOMA, Président

